

L'Afrique est bien partie

Le temps de l'Afrique semble avoir sonné: le 21^{ème} siècle devra compter avec cette région du monde. Démonstration chiffrée et argumentée.

L'Afrique connaît, depuis une décennie, une accélération économique importante, avec un taux moyen de croissance de son PIE réel autour des 5% en rythme annuel (moins de 2% dans les années 1990), largement au-dessus de celui des économies développées. Plus intéressant encore, la décomposition de cette croissance économique montre que la part de la demande domestique n'a cessé de prendre de l'ampleur, passant à près de 150% du taux de croissance enregistré en 2007, alors même qu'elle ne pesait pas plus de 20% de la croissance (principalement les dépenses gouvernementales) en 2000.

La consommation privée compte désormais pour près de 60% de la croissance économique, contre une contribution négative à la fin des années 1990. La formation brute de capital fixe n'a contribué, elle, que pour moins de 25% à la croissance économique, une taille bien faible par rapport à l'Asie du Sud Est, par exemple. Le PIE africain par tête d'habitant s'accroît, lui aussi à un rythme soutenu de près de 3% en moyenne, entre 1995 et 2008 (un taux identique à celui de l'Amérique latine, contre 8% en Asie du Sud Est, sur la même période).

Pour 2010 (2011), les prévisions indiquent une amélioration de la croissance, avec des taux attendus à 4,7% (5,9%, respectivement).

Des fondamentaux au vert

Certains pays ont su, par exemple, réinvestir la manne financière des matières premières pour diversifier davantage leurs économies, évitant ainsi de dépendre uniquement des exportations. La coopération régionale et le commerce entre pays du Sud ont également stimulé le continent, notamment grâce à leur regroupement dans des espaces de marchés communs. Les déficits publics sont passés de près de 3% du PIB en moyenne, à la fin des années 1990, à un surplus de 1,9% en 2008. L'inflation semble également sous contrôle, avec une moyenne à 6,2% en 2008, contre près de 30% dans les années 1980.

Les réserves de change sur le continent ont augmenté, passant de moins de 50 milliards de dollars, à la fin des années 1990, à près de 300 milliards de dollars en 2007.

Les flux bruts de capitaux privés sont passés de seulement 9 milliards de dollars, en 2000, à près de 45 milliards en 2006. Quant aux flux d'IDE (près de 30% du total des investissements bruts dans tout le continent), ils sont passés de moins de 10 milliards de dollars en 1995 à 88 milliards en 2008, amenant ainsi le stock des IDE dans le continent à près de 511 milliards de dollars.

Le volume total médian de la dette extérieure des Etats africains a, lui, parallèlement, fortement chuté, passant de près de 70% du PIB, au début des années 2000, à 23% du PIB en

2007. Et, enfin, les bourses financières africaines, bien qu'encore immatures dans certains pays, ont enregistré des performances particulièrement saisissantes, avec une rentabilité moyenne continue de près de 6%, durant les dernières années (S&P Africa 40, en dollar, sur la période décembre 2000 à décembre 2007).

Comme l'Amérique latine

Le débat sur la désillusion des économies africaines a toujours fait couler beaucoup d'encre. Entre le 1^{er} janvier et le 28 novembre 1960, dix sept pays africains déclaraient officiellement leur indépendance politique. Dès lors, l'avenir du continent semblait brillant et prometteur.

Les économies y étaient solides et le taux de croissance largement supérieur à celui d'autres régions comparables, que sont l'Asie du Sud Est et l'Amérique latine, par exemple.

En général, la réflexion s'est portée sur la mauvaise gouvernance, les déséquilibres budgétaires et commerciaux, la mauvaise qualité des infrastructures, la non-diversification de ces économies extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs... Quelle que soit la piste retenue, il n'y a aucun doute: les performances économiques de l'Afrique postcoloniale ont été catastrophiques et qualifiées de tragédie par de nombreux économistes.

L'histoire, cependant, nous montre des similitudes étonnantes de trajectoires avec d'autres régions en développement, qui conduisent à des comparaisons certaines et permettent d'extrapoler sur les performances économiques à venir du continent noir. Bien que toute trajectoire historique ait sa spécificité, nous pouvons trouver des similitudes intéressantes de trajectoires entre les pays africains et d'autres régions émergentes, comme l'Amérique latine après les indépendances. En effet, en dépit du fait que l'Afrique et l'Amérique latine ont conquis leurs indépendances de la domination coloniale européenne à différentes périodes de l'histoire (la plupart des pays latino-américains après 1820 et ceux de l'Afrique après 1960), les deux continents partagent des similitudes stupéfiantes dans leurs trajectoires.

Dans chaque cas, les indépendances ont été suivies par de l'instabilité politique, des conflits violents et une stagnation économique qui a duré près d'un demi-siècle. Des estimations empiriques montrent, par exemple, que, durant les cinquante premières années des indépendances, la croissance du PIE par tête d'habitant du continent latino-américain n'a jamais dépassé 1% par année. La même analyse s'applique à l'Afrique, puisqu'en cette année du cinquantenaire, on observe que le PIB par tête d'habitant du continent n'a cru, en moyenne, que de 0,89% par année, jusqu'encore en 2002. Par comparaison historique, on observe donc que la performance économique dans le demi-siècle qui suit les indépendances a été relativement faible pour les deux continents.

Comme pour l'Amérique latine, l'instabilité politique et les conflits civils violents en Afrique ont énormément pesé dans la performance économique d'après-colonisation. Mais les choix politiques ont aussi joué un rôle non négligeable. En Amérique latine, presque tout va

changer après le cinquantenaire des indépendances. A commencer par la politique, où le changement est venu des victoires (parfois par les armes) des mouvements libéraux. Ceux-ci vont imposer des réformes importantes (comme l'égalité civique, la fin de l'esclavage, la séparation de l'église et de l'Etat, la suppression des monopoles, l'adoption de nouveaux codes civil et commercial, la réforme du système judiciaire et la réorganisation du système bancaire) ainsi que la mise en place de politiques économiques basées sur l'investissement (dans les infrastructures physiques, notamment), sur l'ouverture commerciale, la renégociation de la dette domestique et extérieure, etc. Tous ces changements vont apporter de la stabilité, qui va favoriser la croissance économique de la région.

Partis uniques et gestions centralisées

La similitude des faits reste, encore ici, troublante. En effet, la plupart des gouvernements africains de postindépendance ont choisi des systèmes politiques de partis uniques, nationalistes, souvent militaires, accompagnés d'un modèle économique de gestion centralisée, et souvent peu ouvert, voire peu diversifié, au commerce extérieur. Ces choix politiques unilatéralistes et interventionnistes ont créé des Etats hypertrophiés, évinçant l'initiative et l'investissement privés, favorisant la gabegie, la baisse des revenus publics et une recrudescence des déficits et de la dette souveraine. Cependant, à côté des assainissements économiques mentionnés précédemment, le continent africain semble connaître, depuis peu, une diminution des conflits politiques et armés.

Certes, comparaison n'est pas raison. Mais, si l'histoire devait être comparable, des signaux analogues semblent indiquer que l'Afrique devrait imiter l'expérience latino-américaine et entrer dans une période de stabilité politique et de croissance économique soutenue. Certaines zones demeurent encore instables, mais la paix, bien que parfois fragile, est bien là. La démocratie, naissante aussi, mais active, a conduit à l'élection d'une nouvelle élite qui met, tant bien que mal, en place des réformes institutionnelles importantes et adopte des politiques économiques plutôt libérales, permettant notamment d'attirer davantage de capitaux internationaux et d'investisseurs étrangers.

La renaissance

En cette année où la Coupe du monde de football aura lieu pour la première fois dans le continent et en pleine période de commémoration des 50 ans d'indépendance, l'avenir de l'Afrique semble à nouveau radieux, toute chose étant égale par ailleurs. Est-ce alors la renaissance tant attendue de l'Afrique? Il semble en tout cas que le continent en emprunte le chemin.

Andy Kalusivikako, politologue et Olivier Lumenganeso, économiste

Références

- Bates R., Coatsworth J., et Williamson J. (2007): « Lost decades, postindependence performance in Latin America and Africa », *The Journal of Economic History*, Volume 67, Issue 04, pp. 917-43;

- David Rockefeller Center for Latin American Studies (1999): *Latin America and the World Economy Since 1800*, édité par Coatsworth J. et Taylor A.;
- Ndulu B., O'Connell S., Bates R. (2007) : *The political economy of economic growth in Africa, 1960-2000, volumes 1 et 2*, Cambridge University Press;
- Pierre de Senarclens (2001), *La mondialisation: Théories, enjeux et débats*, Armand Colin, Paris, 2001.